



Comptes individuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



109, rue Tête d'Or
CS 10363
69451 Lyon Cedex 06



6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie

Société coopérative à capital et personnel variables

RCS Annecy : 302 958 491

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Principes et Méthodes comptables » qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

| Risque identifié | Notre réponse |
|---|--|
| <p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d’une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d’intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture comme un point clé de l’audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l’exercice 2025 tel qu’indiqué dans la note 2.1 de l’annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l’annexe aux comptes annuels qui s’élève à 185,3 M€.</p> | <p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l’exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; - testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ; - analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ; - mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux. |

Provisions sur encours sains et dégradés

| Risque identifié | Notre réponse |
|--|--|
| <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente 241,2 M€ au 31 décembre 2025 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'importance des hypothèses prises en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ; - la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local). | <p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance, lors d'un examen critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ; ▪ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>loss given default</i> ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ; ▪ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ; ▪ la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions. - examiner le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ; - tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; - contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ; - apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ; - analyser l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ; - examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels. |

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Des Savoie par l'assemblée générale du 29 mars 2018 pour le cabinet Forvis Mazars et du 28 mars 2025 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 8^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Lyon, le 10 mars 2026

Signed by:

5863FC14947D49C...

Damien Meunier

Associé

Deloitte & Associés

Paris-La Défense, le 10 mars 2026

Signed by:

5FA01132039B4E5...

Marjorie Blanc Lourme

Associée

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DES SAVOIE

*Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire
et financier au capital de 187 967 360,00 euros*

*Siège social : 4, avenue du Pré Félin - PAE Les Glaisins 74940 ANNECY LE VIEUX
302 958 491 R.C.S ANNECY*

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2025

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie
En date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du
26 mars 2026

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| BILAN AU 31 DECEMBRE 2025..... | 5 |
| HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025..... | 7 |
| COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025..... | 8 |
| Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE..... | 9 |
| Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES..... | 15 |
| Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE..... | 35 |
| Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE..... | 36 |
| Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE..... | 38 |
| Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES..... | 41 |
| Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE | 43 |
| Note 8 ACTIONS PROPRES..... | 44 |
| Note 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS..... | 45 |
| Note 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF..... | 45 |
| Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE..... | 46 |
| Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE..... | 46 |
| Note 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE..... | 47 |
| Note 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS..... | 48 |
| Note 15 PROVISIONS..... | 49 |
| Note 16 EPARGNE LOGEMENT..... | 51 |
| Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES | 53 |
| Note 18 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE..... | 56 |
| Note 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)..... | 57 |
| Note 20 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES..... | 57 |
| Note 21 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS..... | 58 |

| | | |
|---------|---|----|
| Note 22 | TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES..... | 59 |
| Note 23 | OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES..... | 63 |
| Note 24 | OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES..... | 63 |
| Note 25 | OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME..... | 64 |
| Note 26 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES..... | 67 |
| Note 27 | ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE..... | 68 |
| Note 28 | ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES..... | 68 |
| Note 29 | ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL..... | 68 |
| Note 30 | OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION..... | 69 |
| Note 31 | COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'EPARGNE CENTRALISEE..... | 69 |
| Note 32 | PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES..... | 70 |
| Note 33 | REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES..... | 71 |
| Note 34 | PRODUIT NET DES COMMISSIONS..... | 71 |
| Note 35 | GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION..... | 71 |
| Note 36 | GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES..... | 72 |
| Note 37 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE..... | 73 |
| Note 38 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION..... | 74 |
| Note 39 | COUT DU RISQUE..... | 76 |
| Note 40 | RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES..... | 77 |
| Note 41 | CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS..... | 77 |
| Note 42 | IMPOT SUR LES BENEFICES..... | 77 |
| Note 43 | INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES..... | 78 |
| Note 44 | EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES..... | 78 |
| Note 45 | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION..... | 78 |
| Note 46 | AFFECTATION DES RESULTATS..... | 78 |
| Note 47 | IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS..... | 78 |

| | | |
|---------|--|----|
| Note 48 | PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 79 |
| Note 49 | ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE..... | 79 |

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025**ACTIF**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 936 680 | 921 285 |
| Caisse, banques centrales | | 126 118 | 129 404 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 5 | 279 548 | 254 281 |
| Créances sur les établissements de crédit | 3 | 531 014 | 537 600 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 3 | 3 110 689 | 2 798 554 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 4 | 22 829 894 | 22 441 309 |
| OPERATIONS SUR TITRES | | 1 945 925 | 1 739 443 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 5 | 1 350 035 | 1 334 922 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 5 | 595 890 | 404 521 |
| VALEURS IMMOBILISEES | | 2 004 892 | 1 950 152 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 6-7 | 1 258 115 | 1 231 521 |
| Parts dans les entreprises liées | 6-7 | 585 857 | 554 451 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 31 203 | 31 038 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 129 717 | 133 142 |
| CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE | | - | - |
| ACTIONS PROPRES | 8 | - | - |
| COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | | 370 897 | 367 749 |
| Autres actifs | 9 | 202 589 | 198 304 |
| Comptes de régularisation | 9 | 168 308 | 169 445 |
| TOTAL ACTIF | | 31 198 977 | 30 218 492 |

PASSIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-----------|-------------------|-------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 331 012 | 408 381 |
| Banques centrales | | - | - |
| Dettes envers les établissements de crédit | 11 | 331 012 | 408 381 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 11 | 16 163 388 | 15 316 040 |
| COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE | 12 | 10 206 882 | 10 228 827 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 13 | - | - |
| COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS | | 550 168 | 462 818 |
| Autres passifs | 14 | 301 785 | 245 981 |
| Comptes de régularisation | 14 | 248 383 | 216 837 |
| PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES | | 660 624 | 616 175 |
| Provisions | 15-16-17 | 314 260 | 288 006 |
| Dettes subordonnées | 18 | 346 364 | 328 169 |
| FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG) | | 245 799 | 247 799 |
| CAPITAUX PROPRES HORS FRBG | 19 | 3 041 104 | 2 938 452 |
| Capital souscrit | | 187 967 | 187 967 |
| Primes d'émission | | 105 117 | 105 117 |
| Réserves | | 2 630 284 | 2 534 351 |
| Ecart de réévaluation | | - | - |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement | | - | - |
| Report à nouveau | | - | - |
| Résultat de l'exercice | | 117 736 | 111 017 |
| TOTAL PASSIF | | 31 198 977 | 30 218 492 |

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------|-------|-------------------|-------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | 2 190 158 | 2 065 867 |
| Engagements de financement | 27 | 1 431 844 | 1 264 920 |
| Engagements de garantie | 27 | 758 283 | 800 731 |
| Engagements sur titres | 27 | 31 | 216 |
| ENGAGEMENTS RECUS | | 11 150 516 | 10 506 308 |
| Engagements de financement | 27 | 11 000 | 25 386 |
| Engagements de garantie | 27 | 11 139 485 | 10 480 706 |
| Engagements sur titres | 27 | 31 | 216 |

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 32 | 634 826 | 723 376 |
| Intérêts et charges assimilées | 32 | (455 147) | (550 296) |
| Revenus des titres à revenu variable | 33 | 72 927 | 73 218 |
| Commissions (produits) (1) | 34 | 284 026 | 303 213 |
| Commissions (charges) (1) | 34 | (40 601) | (65 581) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | 35 | 13 272 | 12 338 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | 36 | 4 399 | (2 248) |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 37 | 7 242 | 3 586 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 37 | (1 122) | (1 290) |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 519 822 | 496 316 |
| Charges générales d'exploitation | 38 | (299 181) | (293 933) |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles | | (18 908) | (19 820) |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 201 733 | 182 563 |
| Coût du risque | 39 | (45 056) | (38 989) |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 156 677 | 143 574 |
| Résultat net sur actifs immobilisés | 40 | (1 176) | 1 948 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 155 501 | 145 522 |
| Résultat exceptionnel | 41 | - | - |
| Impôts sur les bénéfices | 42 | (39 765) | (27 505) |
| Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées | | 2 000 | (7 000) |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 117 736 | 111 017 |

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 24 283 milliers d'euros et une charge de 27 543 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 1 **CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Note 1.1 **Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, 64 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 **Relations internes au Crédit Agricole**

➤ **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

- **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire

et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas

exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512 18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.3 **Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025**

FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

Note 1.4 **Événements postérieurs à l'exercice 2025**

Néant

Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

| Règlements / Recommandations | Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices ouverts à compter du |
|---|---|
| Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers) | 01/01/2025 |
| Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers | 01/01/2025 |
| Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC | 28/07/2025 |
| Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général | 28/07/2025 |
| Règlement ANC N° 2024-05 du 3 octobre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés | 01/01/2025 |
| Règlement N° 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres modifiant divers règlements de l'ANC | 01/01/2026 (sauf exceptions au 01/01/2025) |
| Règlement ANC N° 2023-06 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2021-01 du 7 mai 2021 relatif aux comptes annuels des coopératives agricoles et de leurs unions | 01/01/2025 |
| Règlement ANC N° 2024-06 du 4 octobre 2024 relatif aux comptes annuels des sociétés d'épargne forestière et des groupements forestiers d'investissement | 01/01/2025 |

Le Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers), prévoyant notamment la suppression du recours au mécanisme de transfert de charges est sans impact significatif dans les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie. Comme indiqué dans la note 38, au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges de personnel pour 275 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 245 milliers d'euros.

Le présent Règlement prévoit également une nouvelle définition du résultat exceptionnel. Les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie ne sont dotés d'aucun résultat exceptionnel sur les exercices 2024 et 2025.

Note 2.1 **Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles

demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le

taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (Forward Looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et Crédit Agricole Mutuel des Savoie a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du Forward Looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. Trois critères absolus. Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.

- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.

- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs évènements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les évènements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;

- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;

- L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;

- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;

- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs évènements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit

Agricole Mutuel des Savoie par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté

financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Note 2.2 **Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie détermine la valeur probable de négociation du titre

concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

Note 2.3 Immobilisations

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant | Durée d'amortissement |
|--------------------------|-----------------------------------|
| Foncier | Non amortissable |
| Gros œuvre | 30 à 80 ans |
| Second œuvre | 8 à 40 ans |
| Installations techniques | 5 à 25 ans |
| Agencements | 5 à 15 ans |
| Matériel informatique | 4 à 7 ans (dégressif ou linéaire) |
| Matériel spécialisé | 4 à 5 ans (dégressif ou linéaire) |

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 Provisions

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

Note 2.7 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Le FRBG de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie couvre au 31 décembre 2025 des risques financiers pour 245 799 milliers d'euros.

Note 2.8 Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls

les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;

- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Note 2.9 **Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Note 2.10 **Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Note 2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, modifié par les avenants 2024-2025-2026 du 23 mai 2024 et l'avenant relatif au Plan d'Epargne Entreprise du 16 décembre 2025.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Pour satisfaire à ces engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a souscrit à des assurances :

- auprès de Predica pour couvrir les indemnités de fin de carrière qui seront à verser à ses collaborateurs à l'issue de leur vie professionnelle,
- auprès d'Adicam et de Formugei pour couvrir les charges futures de retraites et d'indemnités de fin de carrière des Dirigeants et Présidents.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.13 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Note 2.14 Impôt sur les bénéfiques (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| | 31/12/2025 | | | | | | | 31/12/2024 |
|---|----------------|-----------------|------------------|----------------|--------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Établissements de crédit | | | | | | | | |
| Comptes et prêts : | | | | | | | | |
| à vue | 231 917 | - | - | - | 231 917 | 272 | 232 189 | 140 807 |
| à terme (1) | - | - | - | 109 316 | 109 316 | 197 | 109 513 | 103 715 |
| Valeurs reçues en pension | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres reçus en pension livrée | - | 154 090 | 26 800 | - | 180 890 | 2 483 | 183 373 | 287 136 |
| Prêts subordonnés | - | - | - | 5 930 | 5 930 | 9 | 5 939 | 5 942 |
| Total | 231 917 | 154 090 | 26 800 | 115 246 | 528 053 | 2 961 | 531 014 | 537 600 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 531 014 | 537 600 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 243 544 | - | - | - | 243 544 | 48 | 243 592 | 267 887 |
| Comptes et avances à terme | 69 008 | 91 575 | 2 587 406 | 107 506 | 2 855 495 | 11 602 | 2 867 097 | 2 530 667 |
| Titres reçus en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts subordonnés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 312 552 | 91 575 | 2 587 406 | 107 506 | 3 099 039 | 11 650 | 3 110 689 | 2 798 554 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 3 110 689 | 2 798 554 |
| TOTAL | | | | | | | 3 641 703 | 3 336 154 |

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 5 939 milliers d'euros dont :

- 5 930 milliers d'euros de prêts participatifs à Crédit Logement
- 9 milliers d'euros de créances rattachées sur l'ensemble de ces prêts

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

| | 31/12/2025 | | | | | | 31/12/2024 | |
|----------------------------------|------------|-----------------|----------------|------------|--------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Créances commerciales | 8 416 | 3 | | | 8 419 | | 8 419 | 4 596 |
| Autres concours à la clientèle | 799 333 | 1 635 862 | 6 708 479 | 13 740 676 | 22 884 350 | 55 679 | 22 940 029 | 22 563 020 |
| Valeurs reçues en pension livrée | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires débiteurs | 65 728 | | | | 65 728 | 1 057 | 66 785 | 68 056 |
| Dépréciations | | | | | | | (185 339) | (194 363) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 22 829 894 | 22 441 309 |

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 393 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 526 453 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 1 625 336 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 95 014 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 99 729 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| France (y compris DROM-COM) | 21 713 433 | 21 327 445 |
| Autres pays de l'U.E. | 28 368 | 31 365 |
| Autres pays d'Europe | 1 180 268 | 1 180 931 |
| Amérique du Nord | 7 911 | 5 789 |
| Amérique centrale et du sud | 712 | 778 |
| Afrique et Moyen-Orient | 12 241 | 13 760 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 15 399 | 15 286 |
| Japon | 165 | 186 |
| Non ventilés et organismes internationaux | - | - |
| Total en principal | 22 958 497 | 22 575 540 |
| Créances rattachées | 56 736 | 60 132 |
| Dépréciations | (185 339) | (194 363) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 22 829 894 | 22 441 309 |

Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | | | | | 31/12/2024 | | | | |
|---|-------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| France (y compris DROM-COM) | 21 767 805 | 481 797 | 165 488 | (178 098) | (97 800) | 21 384 939 | 475 507 | 170 456 | (185 670) | (106 852) |
| Autres pays de l'U.E. | 28 456 | 991 | 324 | (441) | (324) | 31 490 | 1 137 | 637 | (694) | (399) |
| Autres pays d'Europe | 1 182 472 | 18 619 | 5 159 | (6 361) | (4 191) | 1 183 359 | 20 131 | 6 960 | (7 580) | (4 362) |
| Amérique du Nord | 7 922 | 135 | 108 | (132) | (108) | 5 796 | 129 | 103 | (112) | (64) |
| Amérique centrale et du sud | 727 | 173 | 173 | (171) | (171) | 800 | 184 | 179 | (180) | (104) |
| Afrique et Moyen-Orient | 12 265 | 229 | 178 | (115) | (113) | 13 798 | 594 | 98 | (107) | (62) |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 15 420 | 21 | 21 | (21) | (21) | 15 305 | 21 | 21 | (20) | (12) |
| Japon | 166 | - | - | - | - | 185 | - | - | - | - |
| Non ventilés et organismes internationaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 23 015 233 | 501 965 | 171 451 | (185 339) | (102 728) | 22 635 672 | 497 703 | 178 454 | (194 363) | (111 855) |

Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | | | | | 31/12/2024 | | | | |
|---------------------------|-------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--|-------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dont dépréciations des encours douteux compromis |
| Particuliers | 15 051 362 | 176 476 | 45 849 | (56 392) | (31 703) | 14 806 067 | 173 546 | 54 565 | (60 940) | (37 363) |
| Agriculteurs | 671 320 | 19 046 | 4 234 | (5 711) | (2 905) | 653 672 | 19 030 | 3 861 | (6 095) | (2 652) |
| Autres professionnels | 2 946 669 | 142 209 | 51 987 | (50 614) | (29 543) | 2 905 262 | 142 697 | 56 283 | (52 717) | (31 227) |
| Clientèle financière | 407 388 | 17 837 | 6 602 | (10 561) | (3 657) | 380 861 | 15 614 | 8 215 | (9 640) | (4 818) |
| Entreprises | 3 170 384 | 146 207 | 62 736 | (61 993) | (34 880) | 3 118 978 | 146 590 | 55 491 | (64 869) | (35 757) |
| Collectivités publiques | 662 310 | - | - | - | - | 662 869 | - | - | - | - |
| Autres agents économiques | 105 800 | 190 | 43 | (68) | (40) | 107 963 | 226 | 39 | (102) | (38) |
| TOTAL | 23 015 233 | 501 965 | 171 451 | (185 339) | (102 728) | 22 635 672 | 497 703 | 178 454 | (194 363) | (111 855) |

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

| | 31/12/2025 | | | | | 31/12/2024 |
|--|-------------|----------------|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Transaction | Placement | Titres de l'activité de portefeuille | Investissement | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Effets publics et valeurs assimilées : | | | | 277 263 | 277 263 | 252 577 |
| dont surcote restant à amortir | | | | 29 262 | 29 262 | 21 577 |
| dont décote restant à amortir | | | | - | - | - |
| Créances rattachées | | | | 2 285 | 2 285 | 1 704 |
| Dépréciations | | | | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | 279 548 | 279 548 | 254 281 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe (1) : | | | | | | |
| Emis par organismes publics | | | | 379 860 | 379 860 | 428 243 |
| Autres émetteurs | | 33 065 | | 929 576 | 962 641 | 900 161 |
| dont surcote restant à amortir | | | | - | - | - |
| dont décote restant à amortir | | | | (12 760) | (12 760) | (10 857) |
| Créances rattachées | | 128 | | 7 456 | 7 584 | 6 653 |
| Dépréciations | | (50) | | - | (50) | (135) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | 33 143 | | 1 316 892 | 1 350 035 | 1 334 922 |
| Actions et autres titres à revenu variable | | 606 045 | | | 606 045 | 413 591 |
| Créances rattachées | | 200 | | | 200 | 201 |
| Dépréciations | | (10 355) | | | (10 355) | (9 271) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | 595 890 | | | 595 890 | 404 520 |
| TOTAL | | 629 033 | | 1 596 440 | 2 225 473 | 1 993 723 |
| Valeurs estimatives | | 668 876 | | 1 493 307 | 2 162 183 | 1 903 624 |

(1) dont 11 865 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 14 665 milliers d'euros au 31 décembre 2024

Transferts de titres en cours d'exercice :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie n'a pas réalisé de transferts de titres au cours de l'exercice 2025.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 37 000 milliers d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à - 4 908 milliers d'euros.

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 40 171 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 29 205 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 3 158 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 599 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -96 550 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre -113 346 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Administration et banques centrales (y compris Etats) | 350 584 | 376 427 |
| Etablissements de crédit | 447 392 | 425 894 |
| Clientèle financière | 758 490 | 526 959 |
| Collectivités locales | 29 276 | 51 816 |
| Entreprises, assurances et autres clientèles | 362 804 | 360 899 |
| Divers et non ventilés | - | - |
| Total en principal | 1 948 546 | 1 741 995 |
| Créances rattachées | 7 784 | 6 854 |
| Dépréciations | (10 405) | (9 406) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 945 925 | 1 739 443 |

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | | | 31/12/2024 | | | |
|----------------------------------|--|--------------------------------------|--|------------------|--|--------------------------------------|--|------------------|
| | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total |
| Titres à revenu fixe ou variable | 1 342 501 | 277 263 | 606 045 | 2 225 809 | 1 328 404 | 252 577 | 413 591 | 1 994 572 |
| dont titres cotés | 1 259 419 | 277 263 | - | 1 536 682 | 1 293 723 | 252 577 | - | 1 546 300 |
| dont titres non cotés (1) | 83 082 | - | 606 045 | 689 127 | 34 681 | - | 413 591 | 448 272 |
| Créances rattachées | 7 584 | 2 285 | 200 | 10 069 | 6 653 | 1 704 | 201 | 8 558 |
| Dépréciations | (50) | - | (10 355) | (10 405) | (135) | - | (9 271) | (9 406) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 350 035 | 279 548 | 595 890 | 2 225 473 | 1 334 922 | 254 281 | 404 521 | 1 993 724 |

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 579 397 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 579 397 milliers d'euros)
- OPC étrangers 294 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 0 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 579 691 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 619 177 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur d'inventaire | Valeur liquidative |
|------------------------------|---------------------|--------------------|
| OPC monétaires | 250 028 | 250 245 |
| OPC obligataires | 9 999 | 10 164 |
| OPC actions | 217 690 | 251 668 |
| OPC autres | 101 974 | 107 100 |
| TOTAL | 579 691 | 619 177 |

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | | | | | | 31/12/2024 |
|--|---------------|-----------------|----------------|----------------|--------------------|---------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | Total |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | | | | | |
| Valeur Brute | 64 303 | 49 446 | 646 079 | 582 673 | 1 342 501 | 7 584 | 1 350 085 | 1 335 057 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - | (50) | (135) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 64 303 | 49 446 | 646 079 | 582 673 | 1 342 501 | 7 584 | 1 350 035 | 1 334 922 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | | | | | |
| Valeur Brute | - | 18 979 | 71 935 | 186 349 | 277 263 | 2 285 | 279 548 | 254 281 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | - | 18 979 | 71 935 | 186 349 | 277 263 | 2 285 | 279 548 | 254 281 |

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|------------------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | Encours bruts | Dont Encours douteux | Encours bruts | Dont Encours douteux |
| France (y compris DROM-COM) | 1 210 326 | - | 1 142 432 | - |
| Autres pays de l'U.E. | 409 438 | - | 438 549 | - |
| Autres pays d'Europe | - | - | - | - |
| Amérique du Nord | - | - | - | - |
| Amérique Centrale et du Sud | - | - | - | - |
| Afrique et Moyen-Orient | - | - | - | - |
| Asie et Océanie (hors Japon) | - | - | - | - |
| Japon | - | - | - | - |
| Total en principal | 1 619 764 | - | 1 580 981 | - |
| Créances rattachées | 9 869 | - | 8 357 | - |
| Dépréciations | (50) | - | (135) | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 629 583 | - | 1 589 203 | - |

Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

| INFORMATIONS FINANCIERES | Capital | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part de capital détenue (en pourcentage) | Valeurs comptables des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Montant des cautions et avals donnés par la société | PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|--|------------|--|--|---------------------------------------|------------------|--|---|--|--|--|
| FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | | Brutes | Nettes | | | | | |
| En milliers d'euros | | | | | | | | | | |
| <u>- Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :</u> | | | | 208 645 | 208 645 | | | | | 5 561 |
| SA CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (1) | 332 025 | 162 026 | 54,00% | 208 645 | 208 645 | | 133 694 | 95 224 | 14 801 | 5 561 |
| <u>- Autres parts dans les entreprises liées :</u> | | | | 233 541 | 233 541 | 189 961 | | | | 4 000 |
| SASU CADS DEVELOPPEMENT (1) | 16 500 | 1 125 | 100,00% | 16 500 | 16 500 | 51 200 | | 1 716 | -3 154 | 0 |
| SNC FONCIERE (1) | 40 494 | 86 360 | 100,00% | 137 039 | 137 039 | 56 467 | | 4 644 | 1 454 | 0 |
| SASU CADS CAPITAL (1) | 80 000 | 11 923 | 100,00% | 80 003 | 80 003 | 82 293 | | 15 445 | 10 194 | 4 000 |
| <u>- Autres titres de participations :</u> | | | | 1 206 934 | 1 202 927 | 7 224 | | | | 55 995 |
| SNC SACAM MUTUALISATION (1) | 18 556 677 | 11 784 | 3,32% | 616 969 | 616 969 | 0 | | 258 877 | 256 906 | 8 428 |
| SAS RUE LA BOETIE (1) | 3 177 558 | 22 553 520 | 2,16% | 505 629 | 505 629 | 0 | | 1 998 470 | 1 973 628 | 45 510 |
| SAS SACAM INTERNATIONAL (1) | 469 221 | 183 583 | 2,16% | 19 399 | 19 179 | 0 | | 35 483 | 103 965 | 737 |
| SAS SACAM DEVELOPPEMENT (1) | 725 471 | 103 502 | 2,11% | 15 446 | 15 446 | 7 224 | | 46 040 | 31 135 | 665 |
| SAS SACAM IMMOBILIER (1) | 173 273 | 16 332 | 4,07% | 7 393 | 7 393 | 0 | | 4 264 | 4 145 | 162 |
| SA SETAM (1) | 4 442 | 178 074 | 5,00% | 4 762 | 4 762 | 0 | | 74 132 | 20 351 | 411 |
| SAS SACAM AVENIR (1) | 277 623 | -238 | 3,21% | 19 022 | 16 789 | 0 | | 0 | -39 | 0 |
| SAS DELTA (1) | 79 550 | -8 166 | 3,26% | 2 593 | 2 593 | 0 | | 0 | -6 343 | 0 |
| SAS C2MS (1) | 53 053 | 41 199 | 3,99% | 3 040 | 3 040 | 0 | | 221 717 | 8 322 | 80 |
| SAS SACAM PARTICIPATIONS (1) | 62 558 | 27 583 | 3,18% | 2 302 | 2 302 | 0 | | 3 201 | 2 645 | 0 |
| DOXALLIA (1) | 661 | 35 920 | 1,85% | 1 653 | 1 653 | 0 | | 63 024 | -2 167 | 0 |
| SACAM FIRECA (1) | 69 334 | -15 213 | 3,67% | 3 542 | 1 989 | 0 | | 0 | 1 172 | 0 |
| SACAM SANTE ET TERRITOIRES (2) | 101 710 | 0 | 3,55% | 3 610 | 3 610 | 0 | | N/A | N/A | 0 |
| SACAM NEOPRO (1) | 45 169 | -44 | 3,49% | 1 574 | 1 573 | 0 | | 0 | -20 | 0 |
| <u>- Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit</u> | | | | 0 | 0 | 0 | | | | |
| <u>- Participations dans des établissements de crédit</u> | | | | 0 | 0 | 0 | | | | |
| <u>- Autres parts dans les entreprises liées</u> | | | | 3 165 | 2 925 | 6 681 | | | | 1 000 |
| <u>- Autres titres de participations</u> | | | | 21 962 | 21 122 | 1 142 | | | | 671 |
| TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS | | | | 1 674 248 | 1 669 160 | 205 007 | 0 | | | 1 671 |

(1) Etats Financiers 2024

(2) Il s'agit du 1er exercice comptable de la société. Les états financiers ne sont pas encore publiés.

Valeur estimative des titres de participation

| | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Parts dans les entreprises liées | | | | |
| Titres non cotés | 385 390 | 587 795 | 384 740 | 539 785 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | 196 642 | 196 641 | 162 787 | 162 787 |
| Créances rattachées | 4 065 | 4 065 | 7 158 | 7 158 |
| Dépréciations | (240) | - | (234) | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 585 857 | 788 501 | 554 451 | 709 730 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres de participation | | | | |
| Titres non cotés | 1 229 809 | 1 987 661 | 1 210 159 | 1 833 841 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | 8 416 | 8 416 | 8 420 | 8 420 |
| Créances rattachées | 295 | 295 | 185 | 185 |
| Dépréciations | (4 848) | - | (9 144) | - |
| Sous-total titres de participation | 1 233 672 | 1 996 372 | 1 209 620 | 1 842 446 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres non cotés | 25 146 | 26 003 | 22 389 | 23 499 |
| Titres cotés | - | - | - | - |
| Avances consolidables | - | - | - | - |
| Créances rattachées | - | - | - | - |
| Dépréciations | (703) | - | (488) | - |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 24 443 | 26 003 | 21 901 | 23 499 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 258 115 | 2 022 375 | 1 231 521 | 1 865 945 |
| TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION | 1 843 972 | 2 810 876 | 1 785 972 | 2 575 675 |

| | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Total valeurs brutes | | | | |
| Titres non cotés | 1 640 345 | | 1 617 288 | |
| Titres cotés | - | | - | |
| TOTAL | 1 640 345 | | 1 617 288 | |

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 01/01/2025 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements (1) | 31/12/2025 |
|--|------------------|---------------------------------|--|--------------------------|------------------|
| Parts dans les entreprises liées | | | | | |
| Valeurs brutes | 384 740 | 650 | - | - | 385 390 |
| Avances consolidables | 162 787 | 35 632 | (1 777) | - | 196 642 |
| Créances rattachées | 7 158 | 4 065 | (7 158) | - | 4 065 |
| Dépréciations | (234) | (139) | 133 | - | (240) |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 554 451 | 40 208 | (8 802) | | 585 857 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Titres de participation | | | | | |
| Valeurs brutes | 1 210 159 | 19 751 | (101) | - | 1 229 809 |
| Avances consolidables | 8 420 | 10 786 | (10 790) | - | 8 416 |
| Créances rattachées | 185 | 412 | (302) | - | 295 |
| Dépréciations | (9 144) | (82) | 4 378 | - | (4 848) |
| Sous-total titres de participation | 1 209 620 | 30 867 | (6 815) | | 1 233 672 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Valeurs brutes | 22 389 | 2 757 | - | - | 25 146 |
| Avances consolidables | - | - | - | - | - |
| Créances rattachées | - | - | - | - | - |
| Dépréciations | (488) | (215) | - | - | (703) |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 21 901 | 2 542 | | | 24 443 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 1 231 521 | 33 409 | (6 815) | | 1 258 115 |
| TOTAL | 1 785 972 | 73 617 | (15 617) | | 1 843 972 |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a augmenté ses participations dans le capital des sociétés suivantes :

- Sacam Avenir pour un montant de 8 560 milliers d'euros,
- SAS Rue la Boétie à hauteur de 7 582 milliers d'euros par compensation de créance,
- Sacam Santé & Territoires pour un montant de 3 610 milliers d'euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

| | 01/01/2025 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements (1) | 31/12/2025 |
|---|----------------|---------------------------------|--|--------------------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 375 928 | 15 548 | (5 006) | - | 386 470 |
| Amortissements et dépréciations | (242 786) | (18 909) | 4 942 | - | (256 753) |
| Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | - | - | - | - | - |
| Amortissements et dépréciations | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 133 142 | (3 361) | (64) | - | 129 717 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 71 930 | 202 | (2 317) | - | 69 815 |
| Amortissements et dépréciations | (40 892) | (44) | 2 324 | - | (38 612) |
| Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | - | - | - | - | - |
| Amortissements et dépréciations | - | - | - | - | - |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 31 038 | 158 | 7 | - | 31 203 |
| TOTAL | 164 180 | (3 203) | (57) | - | 160 920 |

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Note 8 ACTIONS PROPRES

Néant

Note 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Autres actifs (1) | | |
| Instrument conditionnels achetés | 4 943 | 6 091 |
| Comptes de stock et emplois divers | - | - |
| Débiteurs divers (2) | 197 581 | 191 999 |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable | - | - |
| Comptes de règlement | 65 | 214 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 202 589 | 198 304 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 43 017 | 47 395 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | 1 168 | 996 |
| Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers | - | - |
| Charges constatées d'avance | 9 865 | 1 337 |
| Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme | 14 970 | 23 079 |
| Autres produits à recevoir | 86 877 | 86 736 |
| Charges à répartir | - | - |
| Autres comptes de régularisation | 12 411 | 9 902 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 168 308 | 169 445 |
| TOTAL | 370 897 | 367 749 |

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 6 625 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025, tout comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 15 Provisions).

Note 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde au 01/01/2025 | Dotations | Reprises et utilisations | Désactualisation | Autres mouvements | Solde au 31/12/2025 |
|---|------------------------|---------------|-----------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| Sur opérations interbancaires et assimilées | - | - | - | - | - | - |
| Sur créances clientèle | 194 363 | 75 549 | (80 942) | (3 631) | - | 185 339 |
| Sur opérations sur titres | 9 406 | 3 378 | (2 379) | - | - | 10 405 |
| Sur valeurs immobilisées | 12 615 | 477 | (4 556) | - | - | 8 536 |
| Sur autres actifs | 89 | - | (40) | - | - | 49 |
| TOTAL | 216 473 | 79 404 | (87 917) | (3 631) | - | 204 329 |

Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | | | | | | | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| Établissements de crédit | | | | | | | | |
| Comptes et emprunts : | | | | | | | | |
| à vue | 27 260 | - | - | - | 27 260 | 2 | 27 262 | 6 537 |
| à terme | 1 700 | 300 | 700 | 109 490 | 112 190 | 387 | 112 577 | 106 986 |
| Valeurs données en pension | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres donnés en pension livrée | 7 892 | 154 090 | 26 800 | - | 188 782 | 2 391 | 191 173 | 294 858 |
| VALEUR AU BILAN | 36 852 | 154 390 | 27 500 | 109 490 | 328 232 | 2 780 | 331 012 | 408 381 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 10 790 | - | - | - | 10 790 | - | 10 790 | 11 751 |
| Comptes et avances à terme | 1 285 919 | 3 280 140 | 7 563 403 | 3 997 634 | 16 127 096 | 25 502 | 16 152 598 | 15 304 289 |
| Titres donnés en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR AU BILAN | 1 296 709 | 3 280 140 | 7 563 403 | 3 997 634 | 16 137 886 | 25 502 | 16 163 388 | 15 316 040 |
| TOTAL | 1 333 561 | 3 434 530 | 7 590 903 | 4 107 124 | 16 466 118 | 28 282 | 16 494 400 | 15 724 421 |

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | | | | | | | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|------------------|--------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| Comptes ordinaires créditeurs | 6 511 895 | - | - | - | 6 511 895 | 1 445 | 6 513 340 | 6 260 200 |
| Comptes d'épargne à régime spécial (1) : | 67 963 | - | - | - | 67 963 | - | 67 963 | 69 778 |
| à vue | 67 963 | - | - | - | 67 963 | - | 67 963 | 69 778 |
| à terme | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres dettes envers la clientèle : | 1 297 917 | 1 130 965 | 1 162 265 | 4 061 | 3 595 208 | 30 371 | 3 625 579 | 3 898 849 |
| à vue | 8 941 | - | - | - | 8 941 | 2 | 8 943 | 30 185 |
| à terme | 1 288 976 | 1 130 965 | 1 162 265 | 4 061 | 3 586 267 | 30 369 | 3 616 636 | 3 868 664 |
| Valeurs données en pension livrée | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VALEUR AU BILAN | 7 877 775 | 1 130 965 | 1 162 265 | 4 061 | 10 175 066 | 31 816 | 10 206 882 | 10 228 827 |

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| France (y compris DROM-COM) | 9 836 440 | 9 827 417 |
| Autres pays de l'U.E. | 53 908 | 54 375 |
| Autres pays d'Europe | 235 044 | 252 182 |
| Amérique du Nord | 17 366 | 19 442 |
| Amérique Centrale et du Sud | 4 758 | 1 820 |
| Afrique et Moyen-Orient | 15 749 | 16 615 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 11 439 | 11 931 |
| Japon | 362 | 411 |
| Non ventilés et organismes internationaux | - | - |
| Total en principal | 10 175 066 | 10 184 193 |
| Dettes rattachées | 31 816 | 44 634 |
| VALEUR AU BILAN | 10 206 882 | 10 228 827 |

Note 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| Particuliers | 5 035 670 | 5 089 226 |
| Agriculteurs | 253 642 | 235 556 |
| Autres professionnels | 764 154 | 830 233 |
| Clientèle financière | 448 882 | 404 214 |
| Entreprises | 3 327 329 | 3 290 238 |
| Collectivités publiques | 621 | 580 |
| Autres agents économiques | 344 768 | 334 146 |
| Total en principal | 10 175 066 | 10 184 193 |
| Dettes rattachées | 31 816 | 44 634 |
| VALEUR AU BILAN | 10 206 882 | 10 228 827 |

Note 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Néant.

Note 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Autres passifs (1) | | |
| Opérations de contrepartie (titres de transaction) | - | - |
| Dettes représentatives de titres empruntés | - | - |
| Instruments conditionnels vendus | 1 796 | 835 |
| Comptes de règlement et de négociation | - | - |
| Créditeurs divers | 239 838 | 180 912 |
| Versements restant à effectuer sur titres | 60 151 | 64 234 |
| VALEUR AU BILAN | 301 785 | 245 981 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 34 975 | 29 771 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | 9 532 | 10 488 |
| Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers | - | - |
| Produits constatés d'avance | 114 331 | 93 693 |
| Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme | 19 597 | 16 893 |
| Autres charges à payer | 65 611 | 62 349 |
| Autres comptes de régularisation | 4 337 | 3 643 |
| VALEUR AU BILAN | 248 383 | 216 837 |
| TOTAL | 550 168 | 462 818 |

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15 PROVISIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde au 01/01/2025 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | Solde au 31/12/2025 |
|--|------------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés | 72 | 260 | | | | 332 |
| Provisions pour autres engagements sociaux | 1 993 | 97 | (128) | | | 1 962 |
| Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature | 27 086 | 57 648 | (134) | (66 604) | | 17 996 |
| Provisions pour litiges fiscaux | | | | | | |
| Provisions pour autres litiges | 18 956 | 9 505 | (403) | (3 358) | | 24 700 |
| Provisions pour risques pays | | | | | | |
| Provisions pour risques de crédit (1) | 217 441 | 531 739 | | (508 030) | | 241 150 |
| Provisions pour restructurations | | | | | | |
| Provisions pour impôts | | | | | | |
| Provisions sur participations | | | | | | |
| Provisions pour risques opérationnels (2) | 12 923 | 7 294 | (23) | (201) | | 19 993 |
| Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (3) | 5 121 | 197 | | (786) | | 4 532 |
| Autres provisions (4) | 4 414 | 1 597 | (2 399) | (17) | | 3 595 |
| VALEUR AU BILAN | 288 006 | 608 337 | (3 087) | (578 996) | | 314 260 |

(1) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(2) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(3) Cf note 16 ci-après

(4) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

➤ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2025, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement est nul ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 13 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 6 625 milliers d'euros au 31 décembre 2025, tout comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 9 Comptes de régularisation et actifs divers).

Note 16 EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 258 070 | 398 059 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 222 627 | 272 945 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 1 882 075 | 1 883 075 |
| Total plans d'épargne-logement | 2 362 772 | 2 554 079 |
| Total comptes épargne-logement | 370 282 | 365 707 |
| TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 2 733 053 | 2 919 786 |

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|---------------|---------------|
| Plans d'épargne-logement | 23 636 | 17 033 |
| Comptes épargne-logement | 5 212 | 4 035 |
| TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 28 848 | 21 068 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 388 | 952 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 763 | 538 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 3 044 | 3 490 |
| Total plans d'épargne-logement | 4 195 | 4 981 |
| Total comptes épargne-logement | 336 | 139 |
| TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 4 531 | 5 120 |

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au

niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant compte d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, **REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**

Définitions :

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

Variations de la dette actuarielle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dette actuarielle à l'ouverture | 45 208 | 39 608 |
| Coût des services rendus sur l'exercice | 3 606 | 3 347 |
| Coût financier | 1 512 | 1 256 |
| Cotisations employés | | |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | | |
| Variation de périmètre | -159 | 60 |
| Indemnités de cessation d'activité | | |
| Prestations versées (obligatoire) | -2 595 | -3 125 |
| (Gains) / pertes actuariels | -1 614 | 4 063 |
| Autres mouvements | | |
| DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE | 45 957 | 45 208 |

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Coût des services rendus | 3 606 | 3 347 |
| Coût financier | 1 512 | 1 256 |
| Rendement attendu des actifs | -1 428 | -1 374 |
| Coût des services passés | | |
| Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net | 200 | -66 |
| (Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes | | |
| (Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif | | -391 |
| CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT | 3 890 | 2 771 |

Variations de juste valeur des actifs des régimes

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture | 44 475 | 43 859 |
| Rendement attendu des actifs | 1 428 | 1 374 |
| Gains / (pertes) actuariels | -156 | -175 |
| Cotisations payées par l'employeur | 3 192 | 2 483 |
| Cotisations payées par les employés | | |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | | |
| Variation de périmètre | -159 | 60 |
| Indemnités de cessation d'activité | | |
| Prestations payées par le fonds | -2 595 | -3 125 |
| Autres mouvements | | |
| JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE | 46 186 | 44 475 |

Composition des actifs des régimes

| Information sur les actifs des régimes | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------|------------|
| Composition des actifs | | |
| -% d'obligations | 70,3% | 71,9% |
| -% d'actions | 20,9% | 18,1% |
| -% autres actifs | 8,8% | 10,0% |

Définition :

Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée* à l'entreprise présentant les états financiers, si les produits des contrats d'assurance :

* des parties sont considérées être liées si une partie peut contrôler l'autre partie ou exercer une influence notable sur l'autre partie lors de la prise de décisions financières et opérationnelles.

a) peuvent être utilisés uniquement pour payer ou attribuer des avantages au personnel dans le cadre d'un régime à prestations définies ;

b) sont hors de portée des créanciers de l'entreprise présentant les états financiers (même en cas de faillite) et ne peuvent pas être restitués à l'entreprise présentant les états financiers, à moins que :

i) les produits restitués correspondent à un excédent d'actifs non nécessaires pour satisfaire toutes les obligations couvertes par le contrat d'assurances ; ou

ii) les produits sont restitués à l'entreprise présentant les états financiers en remboursement des avantages déjà payés par elle au personnel.

Variations de la provision

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dette actuarielle à la clôture | -45 957 | -45 208 |
| Impact de la limitation d'actifs | 0 | 0 |
| Gains et (pertes) actuariels restant à étaler | -561 | 1 098 |
| Juste valeur des actifs fin de période | 46 186 | 44 475 |
| POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIF A LA CLOTURE | -332 | 366 |

Rendement des actifs des régimes

| Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| Taux d'actualisation (1) | 3,24% à 3,79% | 3,18% à 3,38% |
| Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement | 3,18% à 3,38% | 3,08% à 3,17% |
| Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement | 2,88% | 2,69% |
| Taux prospectif moyen d'évolution de l'assiette salariale servant de référence au calcul des droits futurs (2) | 0% à 4,06% | 0% à 4,05% |
| Taux d'évolution des coûts médicaux | | |
| Autres (à détailler) | | |

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement comprise entre 0,78% à 2,84% ;
- Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement comprise entre 0,81% et 3,01%.

Note 18 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| | 31/12/2025 | | | | | | | 31/12/2024 |
|--|------------|-----------------|----------------|---------|--------------------|-------------------|---------|------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Dettes subordonnées à terme | | | | | | | | |
| Euro | | | | | | | | |
| Autres devises de l'Union Europ. | | | | | | | | |
| Franc Suisse | | | | | | | | |
| Dollar | | | | | | | | |
| Yen | | | | | | | | |
| Autres devises | | | | | | | | |
| Titres et emprunts participatifs | | | | | | 6 | 6 | 9 |
| Autres emprunts subordonnés à terme | | | | | | | | |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée (1) | | | | | | | | |
| Euro | | | | | | | | |
| Autres devises de l'Union Europ. | | | | | | | | |
| Franc Suisse | | | | | | | | |
| Dollar | | | | | | | | |
| Yen | | | | | | | | |
| Autres devises | | | | | | | | |
| Placement des fonds propres des Caisses Locales | | | 167 430 | 170 750 | 338 180 | 8 178 | 346 358 | 328 160 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | | | | | | | | |
| VALEUR AU BILAN | | | 167 430 | 170 750 | 338 180 | 8 184 | 346 364 | 328 169 |

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 8 471 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 10 876 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

| | Capitaux propres | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|---|----------------------------------|--|-----------|----------------------------|
| | Capital (1) | Réserve légale | Réserve statutaire | Primes, autres réserves et report à nouveau (2) (3) | Ecarts conversion / réévaluation | Provisions réglementées & subventions d'investissement | Résultat | Total des capitaux propres |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2023 | 187 967 | 1 794 175 | 605 023 | 131 072 | | | 123 836 | 2 842 074 |
| Dividendes versés au titre de N-2 | | | | | | | (14 638) | (14 638) |
| Variation de capital | | | | | | | | |
| Variation des primes et réserves | | | | | | | | |
| Affectation du résultat social N-2 | | 81 898 | 27 299 | | | | (109 198) | |
| Report à nouveau | | | | | | | | |
| Résultat de l'exercice N-1 | | | | | | | 111 017 | 111 017 |
| Autres variations | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2024 | 187 967 | 1 876 073 | 632 322 | 131 072 | | | 111 017 | 2 938 452 |
| Dividendes versés au titre de N-1 | | | | | | | (15 084) | (15 084) |
| Variation de capital | | | | | | | | |
| Variation des primes et réserves | | | | | | | | |
| Affectation du résultat social N-1 | | 71 950 | 23 983 | | | | (95 933) | |
| Report à nouveau | | | | | | | | |
| Résultat de l'exercice N | | | | | | | 117 736 | 117 736 |
| Autres variations | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2025 | 187 967 | 1 948 023 | 656 305 | 131 072 | | | 117 736 | 3 041 104 |

(1) Le capital souscrit est entièrement libéré.

(2) Dont 105 027 milliers d'euros de primes d'émission, dont 90 milliers d'euros de primes de fusion.

(3) Dont 18 741 milliers d'euros d'affectation des écarts d'évaluation.

Note 20 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Capitaux propres hors FRBG | 3 041 104 | 2 938 452 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 245 799 | 247 799 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 3 286 903 | 3 186 251 |

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 346 358 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 328 160 milliers d'euros au 31 décembre 2024 ; la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie ne fait état d'aucun dépôts de garantie à caractère mutuel.

Note 21 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Opérations avec les entreprises liées et les participations | |
|---|---|------------------------|
| | Solde au 31/12/2025 | Solde au 31/12/2024 |
| Créances | 50 095 | 35 418 |
| Sur les établissements de crédit et institutions financières | | |
| Sur la clientèle | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 50 095 | 35 418 |
| Dettes | 364 637 | 334 030 |
| Sur les établissements de crédits et institutions financières | | |
| Sur la clientèle | 18 279 | 5 870 |
| Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées | 346 358 | 328 160 |
| Engagements donnés | 145 897 | 170 382 |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | | |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | 12 000 | 12 000 |
| Garanties données à des établissements de crédit | | |
| Garanties données à la clientèle | 133 897 | 158 382 |
| Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise | | |
| Autres engagements donnés | | |

Note 22 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours de l'exercice 2025 :

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie :

Le capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie est détenu à hauteur de 141 millions d'euros par les 64 Caisses Locales qui lui sont affiliées, et à hauteur de 47 millions d'euros par Sacam Mutualisation sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés.

Le Conseil d'Administration, constitué de 18 membres, ainsi que le Comité de Direction, comprenant 12 membres, représentent les principaux dirigeants de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et Caisses locales :

La Caisse régionale détient au passif de son bilan des bons à moyen terme négociables et dépôts à vue des Caisses locales à hauteur de 338 millions d'euros qu'elle rémunère.

Le cumul des comptes de résultat 2025 des 64 Caisses locales fait apparaître un résultat net social de 13,1 millions d'euros, après l'encaissement de 6,8 M€ d'intérêts sur les parts sociales détenues en Caisse régionale et de 8,3 M€ d'intérêts des BMTN.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et Crédit Agricole Next Bank (Suisse) S.A., société de droit suisse :

Cette structure, créée fin 2000, initialement spécialisée dans le financement des ménages, a diversifié son offre pour devenir une véritable banque de détail (crédit, collecte, moyens de paiement). Elle est détenue à hauteur de 54% par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Au 31 décembre 2025, les encours de crédits atteignent 6,4 milliards d'euros et augmentent sur la période de 0,3 milliard d'euros en raison du cumul de la variation des encours et des variations de change.

Dans le cadre de la sécurisation de son portefeuille de crédits, Crédit Agricole Next Bank (Suisse) S.A. demande une garantie financière d'un établissement bancaire étranger compétent lorsque le bien financé est situé hors de la Suisse. A ce titre, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie garantit pour CANB un encours de 136 millions d'euros et a perçu au 31 décembre 2025 une commission de 0,3 million d'euros.

Au 31 décembre 2025, le résultat social de Crédit Agricole Next Bank (Suisse) S.A. est de 11,9 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et CADS Développement :

La société CADS Développement, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 16,5 millions d'euros, détenue à 100% par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, exerce principalement des activités de holding financière : souscription et gestion de participations financières. Au 31 décembre 2025, son résultat social s'élève à -0,8 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et SAS CADS Capital :

La société CADS Capital, société par actions simplifiée au capital de 80 M€, détenue à 100% par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, exerce principalement des activités de holding financière : souscription et gestion de participations financières. Au 31 décembre 2025, son résultat social est de 9,4 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et Adret Gestion :

Adret Gestion est un fonds commun de placement dédié à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des

Savoie. Il est géré par Amundi. Il est consolidé comme une entité spécifique. La comptabilisation des organismes de placement collectif à capital variable est régie par le règlement 2014-01 du 14 janvier 2014 de l'ANC.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et le Fonds Commun de Titrisation :

Le « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » a été dissout au cours de l'exercice 2025. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » s'est élevé à 0,03 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2022, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 9 mars 2022. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 5,4 millions d'euros. Cette opération a été placée sur le marché. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 37 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1 » s'est élevé à 0,05 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 17 avril 2024. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 4,6 millions d'euros. Cette opération a été auto-souscrite par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie pour 25 millions d'euros et placée sur le marché pour 21 millions d'euros. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 46 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » s'est élevé à 0,01 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 17/04/2025. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 1,8 millions d'euros. Cette opération a été auto-souscrite par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie pour 19 millions d'euros et placée sur le marché pour 17 millions d'euros. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 36 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2025 » s'est élevé à -0,07 million d'euros au 31/12/2025.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et la Société SETAM (Société d'Exploitation des Téléphériques Tarentaise-Maurienne) :

La société SETAM est constituée en société anonyme et a été créée le 27/10/1972. Elle est en charge de l'ensemble des remontées mécaniques de la station savoyarde de Val Thorens par le biais d'une concession de 30 ans allant à ce jour jusqu'au 30 novembre 2027. Les états financiers de cette filiale de la CR ayant dépassé les seuils de consolidation du groupe, la SETAM a été consolidée pour la première fois en date du 31/12/2015 dans les comptes du groupe Crédit Agricole Mutuel des Savoie par mise en équivalence.

Le Groupe Crédit Agricole Mutuel des Savoie a acquis historiquement, par lots successifs, des titres de la SETAM, dont le pourcentage d'intérêt direct et indirect s'élève à 38,13% au 31/12/2024 (inchangé par rapport au 31/12/2019). La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie détient 5% des titres de la société SETAM en direct et CADS Capital (détenue à 100% par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie) en détient 33,13%. A cette date, la valeur de mise en équivalence s'établit à 82,8 millions d'euros.

Les impacts sur les capitaux propres au 31/12/2025 sont :

- intégration de la quote-part de réserves consolidées à la clôture pour 65 millions d'euros.
- intégration de la quote-part de résultat consolidé à la clôture pour 17,8 millions d'euros.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et CADS Immobilier :

CADS Immobilier est une société porteuse de titres de participation détenus de manière directe ou indirecte dans toutes sociétés ayant vocation à exercer à titre principal ou accessoire, des activités de transactions immobilières, de gestion immobilière, d'administration de biens et de syndic de copropriétés. Elle détient à ce jour les titres des sociétés juridiques du réseau Square Habitat.

Une partie de l'activité comptable de CADS Immobilier est réalisée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie. A ce titre, au 31 décembre 2025, elle a refacturé cette prestation de service à sa filiale pour un montant de 0,3 M€.

Au 31/12/2025, le résultat social de CADS Immobilier s'élève à 0 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et Square Habitat Neuf des Savoie :

Square Habitat Neuf des Savoie est une société du réseau Square Habitat ayant pour objet la commercialisation des biens et programmes immobiliers neufs, et plus généralement toute activité de commercialisation de biens immobiliers.

Une partie de l'activité comptable de Square Habitat Neuf des Savoie est réalisée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie. A ce titre, au 31 décembre 2025, elle a refacturé cette prestation de service à sa filiale pour un montant de 0,02 M€.

Au 31/12/2025, le résultat social de Square Habitat Neuf des Savoie s'élève à -0,1 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et le groupe Crédit Agricole S.A :

La Caisse régionale détient 2,16% de la SAS Rue la Boétie, société constituée par l'ensemble des Caisses régionales.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et la SAS Foncière :

La société Foncière a pour objet le développement et la gestion d'une activité immobilière patrimoniale. Elle acquiert et participe à la promotion de biens immobiliers qui seront revendus ou destinés à la location.

Une partie de l'activité comptable de la SAS Foncière est réalisée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie. A ce titre, au 31 décembre 2025, elle a refacturé cette prestation de service à sa filiale pour un montant de 0,3 M€.

Au 31/12/2025, le résultat social de la SAS Foncière s'élève à 0,2 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et FINAURA :

La société FINAURA a été constituée en décembre 2013. L'objet social de l'entité est la prise de tout intérêt ou participation dans le capital de toutes sociétés. Son patrimoine est aujourd'hui constitué d'actifs de nature immobilière.

Elle fait l'objet d'un contrôle conjoint entre plusieurs Caisses régionales du Groupe Crédit Agricole. Le Groupe Crédit Agricole Mutuel des Savoie détient 10% de la société FINAURA qui est ainsi consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

Au 31/12/2025, le résultat social de FINAURA s'élève à 2,6 M€.

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie et CAD INVEST :

La société CAD Invest a été constituée en décembre 2020. L'entité a pour objet social l'activité de marchand de biens immobiliers incluant l'acquisition, la construction, la gestion et la promotion de biens ainsi que diverses prestations de services associés. Elle est détenue par la SAS Foncière à hauteur de 100%, elle-même détenue intégralement par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie.

Au 31/12/2025, le résultat social de la SAS CAD Invest s'élève à -0,1 M€.

Note 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

Contributions par devise au bilan

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Euro | 27 371 803 | 27 164 950 | 26 249 591 | 26 066 937 |
| Autres devises de l'Union européenne | 200 | 95 | 351 | 247 |
| Franc Suisse | 3 739 072 | 3 680 061 | 3 888 697 | 3 813 472 |
| Dollar | 23 749 | 23 338 | 30 697 | 30 187 |
| Yen | 2 835 | 2 803 | 1 620 | 1 554 |
| Autres devises | 11 419 | 11 065 | 1 708 | 1 203 |
| Valeur brute | 31 149 078 | 30 882 312 | 30 172 664 | 29 913 600 |
| Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation | 254 228 | 316 665 | 262 301 | 304 892 |
| Dépréciations | (204 329) | - | (216 473) | - |
| TOTAL | 31 198 977 | 31 198 977 | 30 218 492 | 30 218 492 |

Les principales opérations en devise portent sur le financement des crédits en franc suisses distribués auprès de la clientèle suisse et frontalière. Ces crédits sont financés par des emprunts en devises consenties par Crédit Agricole S.A. et figurant au passif du bilan.

Note 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | 31/12/2024 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | A recevoir | A livrer | A recevoir | A livrer |
| Opérations de change au comptant | - | - | - | - |
| - Devises | - | - | - | - |
| - Euros | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 224 058 | 239 370 | 273 421 | 292 386 |
| - Devises | 57 448 | 181 634 | 62 671 | 230 541 |
| - Euros | 166 610 | 57 736 | 210 750 | 61 845 |
| Prêts et emprunts en devises | 16 105 | - | - | - |
| TOTAL | 240 163 | 239 370 | 273 421 | 292 386 |

Note 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

| | 31/12/2025 | | | 31/12/2024 |
|--|--------------------------|-------------------------------------|------------------|------------------|
| | Opérations de couverture | Opérations autres que de couverture | Total | Total |
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | |
| Opérations fermes | 7 110 263 | 326 568 | 7 436 831 | 6 571 699 |
| Opérations sur marchés organisés (1) | | | | |
| Contrats à terme de taux d'intérêt | | | | |
| Contrats à terme de change | | | | |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | | | | |
| Autres contrats à terme | | | | |
| Opérations de gré à gré (1) | 7 110 263 | 326 568 | 7 436 831 | 6 571 699 |
| Swaps de taux d'intérêt | 7 110 263 | 325 490 | 7 435 753 | 6 570 621 |
| Autres contrats à terme de taux d'intérêt | | | | |
| Contrats à terme de change | | | | |
| FRA | | | | |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | | 1 078 | 1 078 | 1 078 |
| Autres contrats à terme | | | | |
| Opérations conditionnelles | 139 937 | 320 510 | 460 447 | 506 887 |
| Opérations sur marchés organisés | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Instruments sur action et indices boursiers à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Instruments de taux de change à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Autres instruments à terme conditionnels | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Opérations de gré à gré | 139 937 | 320 510 | 460 447 | 506 887 |
| Options de swaps de taux | | | | |
| Achetées | | | | |
| Vendues | | | | |
| Instruments de taux d'intérêts à terme | | | | |
| Achetés | 139 937 | 65 864 | 205 801 | 290 451 |
| Vendus | | 65 864 | 65 864 | 60 090 |
| Instruments de taux de change à terme | | | | |
| Achetés | | 94 391 | 94 391 | 78 173 |
| Vendus | | 94 391 | 94 391 | 78 173 |
| Instruments sur actions et indices boursiers à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Autres instruments à terme conditionnels | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Dérivés de crédit | | | | |
| Contrats de dérivés de crédit | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| TOTAL | 7 250 200 | 647 078 | 7 897 278 | 7 078 586 |

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 25.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2025 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|------------------|------------------|---|------------------|------------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | 110 937 | 77 845 | - | 110 937 | 77 845 | - | - | - | - |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| F.R.A. | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 215 490 | 1 588 727 | 5 631 536 | 215 490 | 1 588 727 | 5 631 536 | - | - | - |
| Caps, Floors, Collars | 35 515 | 171 639 | 64 511 | 35 515 | 171 639 | 64 511 | - | - | - |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | - | 1 078 | - | - | 1 078 | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 361 942 | 1 839 289 | 5 696 047 | 361 942 | 1 839 289 | 5 696 047 | - | - | - |
| Swaps de devises | - | 117 309 | - | - | 117 309 | - | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 247 807 | 98 312 | - | 247 807 | 98 312 | - | - | - | - |
| Sous total | 247 807 | 215 621 | - | 247 807 | 215 621 | - | - | - | - |
| TOTAL | 609 749 | 2 054 910 | 5 696 047 | 609 749 | 2 054 910 | 5 696 047 | - | - | - |

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2024 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|------------------|------------------|---|------------------|------------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | 105 857 | 50 489 | - | 105 857 | 50 489 | - | - | - | - |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| F.R.A. | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 498 149 | 1 201 103 | 4 871 369 | 498 149 | 1 201 103 | 4 871 369 | - | - | - |
| Caps, Floors, Collars | 5 320 | 301 306 | 43 915 | 5 320 | 301 306 | 43 915 | - | - | - |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | - | 1 078 | - | - | 1 078 | - | - | - | - |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 609 326 | 1 553 976 | 4 915 284 | 609 326 | 1 553 976 | 4 915 284 | - | - | - |
| Swaps de devises | - | 25 246 | 117 896 | - | 25 246 | 117 896 | - | - | - |
| Opérations de change à terme | 298 862 | 123 802 | - | 298 862 | 123 802 | - | - | - | - |
| Sous total | 298 862 | 149 048 | 117 896 | 298 862 | 149 048 | 117 896 | - | - | - |
| TOTAL | 908 188 | 1 703 024 | 5 033 180 | 908 188 | 1 703 024 | 5 033 180 | - | - | - |

Note 25.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

| | Juste Valeur Positive au 31/12/2025 | Juste Valeur Négative au 31/12/2025 | Encours Notionnel au 31/12/2025 | Juste Valeur Positive au 31/12/2024 | Juste Valeur Négative au 31/12/2024 | Encours Notionnel au 31/12/2024 |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | | | | | |
| Futures | - | - | - | - | - | - |
| Options de change | 1 785 | 1 785 | 188 782 | 806 | 806 | 156 346 |
| Options de taux | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A. | - | - | - | - | - | - |
| Swaps de taux d'intérêt | 190 625 | 102 674 | 7 435 753 | 164 133 | 153 825 | 6 570 621 |
| Caps, Floors, Collars | 1 171 | 827 | 271 665 | 1 272 | 1 081 | 350 541 |
| Forward taux | - | - | - | - | - | - |
| Opérations fermes sur actions et indices | 108 | - | 1 078 | 108 | - | 1 078 |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | - | - | - | - | - | - |
| Dérivés de crédit | - | - | - | - | - | - |
| Sous total | 193 689 | 105 286 | 7 897 278 | 166 319 | 155 712 | 7 078 586 |
| Swaps de devises | - | 10 288 | 117 309 | - | 12 162 | 143 142 |
| Opérations de change à terme | 588 | 9 477 | 346 119 | 665 | 13 348 | 422 664 |
| Sous total | 588 | 19 765 | 463 428 | 665 | 25 510 | 565 806 |
| TOTAL | 194 277 | 125 051 | 8 360 706 | 166 984 | 181 222 | 7 644 392 |

Note 25.3 Information sur les Swaps

Ventilation des swaps de taux d'intérêt

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Position ouverte isolée | Micro-couverture | Macro-couverture | Portefeuille de transaction |
|------------------------------|-------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| Swaps de taux | 434 980 | 1 615 664 | 5 494 599 | |
| Contrats assimilés (1) | | | | |

Trasnferts effectués au cours de l'exercice

Aucun transfert n'a été réalisé au cours de l'exercice 2025.

Note 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | 1 431 844 | 1 264 920 |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | - | 4 000 |
| Engagements en faveur de la clientèle | 1 431 844 | 1 260 920 |
| Engagements de garantie | 758 283 | 800 731 |
| Engagements d'ordre d'établissement de crédit | 25 739 | 21 266 |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 732 544 | 779 465 |
| Engagements sur titres | 31 | 216 |
| Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | - | - |
| Autres engagements à donner | 31 | 216 |

| | | |
|--|-------------------|-------------------|
| Engagements reçus | | |
| Engagements de financement | 11 000 | 25 386 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 11 000 | 25 386 |
| Engagements reçus de la clientèle | - | - |
| Engagements de garantie | 11 139 485 | 10 480 706 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 2 462 427 | 2 609 186 |
| Engagements reçus de la clientèle | 8 677 058 | 7 871 520 |
| Engagements sur titres | 31 | 216 |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | - | - |
| Autres engagements reçus | 31 | 216 |

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). AU 31 décembre 2025, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 101 197 milliers d'euros contre 196 929 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 27 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a apporté 8 085 616 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 8 252 194 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie a apporté :

- 1 461 164 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 558 902 milliers d'euros en 2024;
- 222 590 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 302 100 milliers d'euros en 2024;
- 6 401 862 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 6 391 191 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

Note 28 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES

| (en milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Engagements donnés | 133 694 | 156 999 |
| Engagements de financement | 0 | 0 |
| . Engagements en faveur d'établissements de crédit | | |
| . Engagements en faveur de la clientèle | | |
| Ouverture de crédits confirmés | | |
| - Ouverture de crédits documentaires | | |
| - Autres ouvertures de crédits confirmés | | |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 133 694 | 156 999 |
| . Engagements d'ordre d'établissement de crédit | | |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires | | |
| Autres garanties | | |
| . Engagements d'ordre de la clientèle | 133 694 | 156 999 |
| Cautions immobilières | 133 694 | 156 999 |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle | | |
| Engagements sur titres | 0 | 0 |
| . Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| . Autres engagements à donner | | |

Note 29 ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

Néant

Note 30 OPERATIONS DE DESENETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION

Note 30.1 Désendettement de fait

Néant

Note 30.2 Titrisation

Le « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » a été dissout au cours de l'exercice 2025. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » s'est élevé à 0,03 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2022, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 9 mars 2022. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 5,4 millions d'euros. Cette opération a été placée sur le marché. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 37 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2022-1 » s'est élevé à 0,05 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 17 avril 2024. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 4,6 millions d'euros. Cette opération a été auto-souscrite par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie pour 25 millions d'euros et placée sur le marché pour 21 millions d'euros. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 46 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » s'est élevé à 0,01 million d'euros au 31/12/2025.

Au 30/06/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales le 17/04/2025. Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie au « FCT Crédit Agricole Habitat 2024 » et une souscription des titres émis par le FCT pour 1,8 millions d'euros. Cette opération a été auto-souscrite par la Caisse régionale du Crédit Agricole Mutuel des Savoie pour 19 millions d'euros et placée sur le marché pour 17 millions d'euros. Au 31/12/2025, les crédits détenus par le FCT s'élèvent à 36 millions d'euros de capital restant dû. Le résultat social du « FCT Crédit Agricole Habitat 2025 » s'est élevé à -0,07 million d'euros au 31/12/2025.

Note 31 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'EPARGNE CENTRALISEE

Néant

Note 32 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 13 168 | 40 442 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 100 523 | 109 352 |
| Sur opérations avec la clientèle | 480 455 | 480 229 |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | 29 676 | 20 159 |
| Produit net sur opérations de macro-couverture | 10 410 | 72 625 |
| Sur dettes représentées par un titre | - | - |
| Autres intérêts et produits assimilés | 594 | 569 |
| Intérêts et produits assimilés | 634 826 | 723 376 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | (13 836) | (28 064) |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | (311 773) | (368 079) |
| Sur opérations avec la clientèle | (122 395) | (152 597) |
| Charge nette sur opérations de macro-couverture | - | - |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | (7 143) | (1 556) |
| Sur dettes représentées par un titre | - | - |
| Autres intérêts et charges assimilées | - | - |
| Intérêts et charges assimilées | (455 147) | (550 296) |
| TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)(2) | 179 679 | 173 080 |

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 8 471 milliers d'euros contre 10 876 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 24 283 milliers d'euros et une charge de 27 543 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 34 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 33 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 71 754 | 72 020 |
| Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille | 1 173 | 1 198 |
| Opérations diverses sur titres | - | - |
| TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES | 72 927 | 73 218 |

Note 34 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | | | 31/12/2024 | | |
|--|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 1 354 | (42) | 1 312 | 1 269 | (44) | 1 225 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 3 877 | (6 175) | (2 298) | 28 170 | (33 652) | (5 482) |
| Sur opérations avec la clientèle | 56 421 | (1 175) | 55 246 | 55 797 | (1 334) | 54 463 |
| Sur opérations sur titres | - | - | - | - | - | - |
| Sur opérations de change | 840 | - | 840 | 903 | - | 903 |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan | 869 | (76) | 793 | 424 | - | 424 |
| Sur prestations de services financiers (1) | 220 479 | (30 064) | 190 415 | 216 201 | (30 351) | 185 850 |
| Provision pour risques sur commissions | 186 | (3 069) | (2 883) | 449 | (200) | 249 |
| TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS (2) | 284 026 | (40 601) | 243 425 | 303 213 | (65 581) | 237 632 |

(1) Dont prestations assurance-vie : 36 074 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 35 218 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 24 283 milliers d'euros et une charge de 27 543 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|---------------|---------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Solde des opérations sur titres de transaction | - | - |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés | 13 272 | 12 338 |
| Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme | - | - |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 13 272 | 12 338 |

Note 36 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

| | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--------------|----------------|
| <i>(En milliers d'euros)</i> | | |
| Titres de placement | | |
| Dotations aux dépréciations | (3 378) | (3 725) |
| Reprises de dépréciations | 2 379 | 255 |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | (999) | (3 470) |
| Plus-values de cession réalisées | 6 412 | 1 227 |
| Moins-values de cession réalisées | (1 014) | (5) |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | 5 398 | 1 222 |
| Solde des opérations sur titres de placement | 4 399 | (2 248) |
| Titres de l'activité de portefeuille | | |
| Dotations aux dépréciations | - | - |
| Reprises de dépréciations | - | - |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | - | - |
| Plus-values de cession réalisées | - | - |
| Moins-values de cession réalisées | - | - |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | - | - |
| Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille | - | - |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | 4 399 | (2 248) |

Note 37 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------|----------------|
| Produits divers | 7 111 | 3 492 |
| Quote part des opérations faites en commun | - | - |
| Refacturation (1) | 36 | 73 |
| Reprises provisions | 95 | 21 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 7 242 | 3 586 |
| Charges diverses (1) | (951) | (998) |
| Quote part des opérations faites en commun | (171) | (149) |
| Refacturation | - | - |
| Dotations provisions | - | (143) |
| Autres charges d'exploitation bancaire | (1 122) | (1 290) |
| TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 6 120 | 2 296 |

(1) Le Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers), prévoyant notamment la suppression du recours au mécanisme de transfert de charges est sans impact dans les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie. Aucun transfert de charges n'était comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2024.

Note 38 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Frais de personnel | | |
| Salaires et traitements (2) | (110 412) | (109 076) |
| Charges sociales | (58 031) | (55 693) |
| - dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations | (14 389) | (14 236) |
| Intéressement et participation | (14 717) | (14 155) |
| Impôts et taxes sur rémunérations | (16 717) | (16 442) |
| Total des charges de personnel | (199 877) | (195 366) |
| Refacturation et charges de personnel (2) | 6 755 | 8 166 |
| Frais de personnel nets | (193 122) | (187 200) |
| Frais administratifs | | |
| Impôts et taxes | (3 730) | (3 719) |
| Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) | (104 775) | (105 621) |
| Total des charges administratives | (108 505) | (109 340) |
| Refacturation et charges administratives | 2 446 | 2 607 |
| Frais administratifs nets | (106 059) | (106 733) |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | (299 181) | (293 933) |

(1) Dont 13 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges de personnel pour 275 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 245 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf. Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

| Catégories de personnel | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------------|--------------|--------------|
| Cadres | 818 | 786 |
| Non cadres | 1 671 | 1 731 |
| Total de l'effectif moyen | 2 489 | 2 517 |
| Dont : - France | 2 489 | 2 517 |
| - Etranger | | |
| Dont : personnel mis à disposition | 15 | 13 |

Rémunérations de dirigeants

Par principaux dirigeants, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie comprend l'ensemble des membres du comité de direction, à savoir le Directeur général, les deux Directeurs généraux adjoints, les 10 directeurs ainsi que les 18 membres du Conseil d'Administration.

Les rémunération et avantages versés aux membres du comité de direction en 2025 s'établissent comme suit :

- Avantages à court terme : 5 338 milliers d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature,
- Avantages postérieurs à l'emploi : 2 805 milliers d'euros au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du Groupe,
- Autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif,
- Indemnités de fin de contrat de travail : non significatif.

Les membres du Conseil d'Administration ont perçu en 2025, au titre d'indemnités de temps passé, la somme de 377 milliers d'euros.

Note 39 COUT DU RISQUE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Dotations aux provisions et dépréciations | (673 153) | (665 771) |
| Dépréciations de créances douteuses | (70 479) | (75 557) |
| Autres provisions et dépréciations | (602 674) | (590 214) |
| Reprises de provisions et dépréciations | 656 133 | 655 344 |
| Reprises de dépréciations de créances douteuses (1) | 77 603 | 70 732 |
| Autres reprises de provisions et dépréciations (2) | 578 530 | 584 612 |
| Variation des provisions et dépréciations | (17 020) | (10 427) |
| Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3) | (2 817) | (20 891) |
| Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4) | (25 831) | (26 710) |
| Décote sur prêts restructurés | (80) | (114) |
| Récupérations sur créances amorties | 724 | 19 184 |
| Autres pertes | (32) | (31) |
| Autres produits | - | - |
| COUT DU RISQUE | (45 056) | (38 989) |

(1) Dont 2 206 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 3 634 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 472 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 1 202 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 23 626 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

Note 40 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

| (En milliers d'euros) | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|----------------|----------------|
| Immobilisations financières | | |
| Dotations aux dépréciations | (435) | (663) |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (435) | (663) |
| Reprises de dépréciations | 4 511 | 2 164 |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 4 511 | 2 164 |
| Dotations ou reprise nette aux dépréciations | 4 076 | 1 501 |
| Sur titres d'investissement | - | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 4 076 | 1 501 |
| Plus-values de cessions réalisées | 117 | 1 628 |
| Sur titres d'investissement | 93 | - |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 24 | 1 628 |
| Moins-values de cessions réalisées | (5 278) | (2 056) |
| Sur titres d'investissement | (5 001) | (1 896) |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | - | - |
| Pertes sur créances liées à des titres de participation | (277) | (160) |
| Solde des plus et moins-values de cessions | (5 161) | (428) |
| Sur titres d'investissement | (4 908) | (1 896) |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | (253) | 1 468 |
| Solde en perte ou en bénéfice | (1 085) | 1 073 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | | |
| Plus-values de cessions | 3 | 957 |
| Moins-values de cessions | (94) | (82) |
| Solde en perte ou en bénéfice | (91) | 875 |
| RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES | (1 176) | 1 948 |

Note 41 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Néant

Note 42 IMPOT SUR LES BENEFICES

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de

l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 7 295 milliers d'euros dont 2 021 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Note 43 **INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES**

Par convention, l'activité, comme chacun des agrégats du compte de résultat de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie, comme ceux des autres Caisses régionales, relève de la banque de proximité en France dans leur totalité.

Note 44 **EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES**

Néant

Note 45 **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUTE DE L'EXPLOITATION**

Néant

Note 46 **AFFECTATION DES RESULTATS**

| Affectation des résultats (milliers d'euros) | 31/12/2025 |
|---|-------------------|
| Bénéfice de l'exercice | 117 736 |
| Report à nouveau débiteur | |
| Résultat à affecter | 117 736 |
| Intérêts aux parts sociales | 7 542 |
| Rémunération des C.C.A | 8 834 |
| Affectation à la réserve légale | 76 019 |
| Autres réserves facultatives | 25 340 |

Note 47 **IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 48 **PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie sont présentés dans les annexes aux comptes consolidés de l'entité.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel des Savoie ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 49 **ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE**

Le rapport des commissaires aux comptes est inclus dans l'annonce publié au BALO.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au Siège social de la société, PAE Les Glaisins – 4, Avenue du Pré Félin – Annecy le Vieux – 74985 Annecy Cedex 9, ainsi que sur le site internet : www.ca-des-savoie.fr